

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le 26 mai tombait l'effroyable nouvelle¹, reprise le lendemain par toute la presse vaudoise: des catholiques traditionalistes utilisaient la chapelle œcuménique du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) le 13 de chaque mois à 19h.30 pour prier, afin de «réparer les crimes de l'avortement». Pire: cet abus inqualifiable durait depuis une dizaine d'années et personne n'y avait rien vu. Sans doute ces dangereux criminels portaient-ils perruque blonde et collet noir pour mieux dissimuler – avec succès – leurs noirs desseins.

Mais qu'on se rassure: la chapelle œcuménique ouverte tous les jours vingt-quatre heures sur vingt-quatre est désormais fermée le 13 du mois entre 19h.30 et 20h. En effet, selon Pierre-François Leyvraz, directeur du CHUV, «l'avortement est un droit. En tant que service de l'Etat, nous défendons la loi et ne voulons pas du prosélytisme dans nos locaux». Cette opinion est partagée par le conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard, président du Conseil d'Etat jusqu'au 1^{er} juillet et chef du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS).

En prononçant cette interdiction, les autorités responsables du CHUV se sont déshonorées. Elles se sont aussi couvertes de ridicule en étalant non seulement leur sectarisme, mais aussi et surtout leur sottise: qu'est-ce qui empêchera les défenseurs du respect de la vie dès la conception de continuer à se réunir discrètement dans la chapelle du CHUV à un autre moment que le 13 du mois à 19h.30? Qu'est-ce qui les empêchera d'y prononcer silencieusement leurs prières en faveur des centaines d'enfants assassinés légalement par l'hôpital au nom du droit à l'avortement si cher à MM. Maillard et Leyvraz? Va-t-on mettre sous surveillance policière tous les catholiques traditionalistes du canton? Va-t-on obliger toute personne qui pénètre dans la chapelle à prouver que ses pensées et ses prières sont conformes aux opinions et convictions du conseiller d'Etat socialiste et du directeur du CHUV? Comment va-t-on s'y prendre? Qui va scanner les cerveaux et sonder les âmes?

Faut-il rappeler à MM. Maillard et Leyvraz qu'aucune loi n'interdit, pour l'instant, de manifester son désaccord avec une loi? Que contester la pertinence d'une loi ne revient pas encore à violer ladite loi? Que prier en toute discrétion pendant dix ans ne saurait être assimilé à du prosélytisme?

Une fois de plus, de grands démocrates se comportent comme de parfaits dictateurs.

Mariette Paschoud

¹ <https://www.letemps.ch/suisse/2017/05/26/chuv-integristes-decone-prient-contre-lavortement>.

De l'incurie des autorités à la violence populaire

[A l'heure où la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie se préparent à être sanctionnées par les commissaires de l'UE pour leur refus d'accueillir des quotas de migrants, nous ressortons quelques lignes rédigées en début d'année et inexplicablement restées dans un tiroir.]

Pologne: sous l'effet de la libre circulation des personnes, ce pays qui ne connaissait jusqu'ici presque aucune immigration, sinon russe ou ukrainienne, voit arriver des Pakistanais, des Tunisiens, des Algériens. Au milieu d'une population encore très homogène, on commence tout de même à percevoir leur présence dans certaines villes. Sur la principale rue piétonne de Lublin, à l'est du pays, les petites terrasses d'il y a une dizaine d'années ont été progressivement – mais rapidement – remplacées par des kebabs: un, puis trois, puis cinq déjà sur quelques dizaines de mètres, plus un club pour adultes dont les rabatteurs harcèlent chaque soir les passants.

En même temps, les Polonais découvrent à travers les médias ce nouvel ennemi que constitue la «cinquième colonne» de l'Etat islamique présente dans les pays européens à forte immigration. Sur leurs écrans, ils voient les foules d'immigrés qui convergent vers l'Europe à travers la Méditerranée et les Balkans. Ils réalisent qu'eux-mêmes peuvent être touchés lorsqu'un de leurs compatriotes, chauffeur routier, se fait assassiner par un terroriste qui utilise son camion pour foncer dans la foule à Berlin.

La plupart des Polonais nous apparaissent comme des gens d'une autre époque, peu agressifs par nature et qui ne songent qu'à se marier, à avoir des enfants, à travailler dur pour se construire une maison familiale sur un bout de terrain où ils pourront attendre l'arrivée de leurs petits-enfants, tout cela en allant régulièrement à l'église, en festoyant de banquets en banquets et en entretenant la mémoire des hauts faits de leur histoire. Mais la découverte de ce qui se passe en Europe réveille leur instinct «primitif» que la sous-culture occidentale n'a pas encore ramolli. Dans les discussions, sur les réseaux sociaux, les gens se déchaînent en commentaires qui seraient automatiquement censurés en Europe de l'Ouest: *nous ne voulons pas voir de musulmans chez nous, nous ne voulons pas que la Pologne devienne comme la France ou la Suède, etc.*

A Nouvel-An, l'hostilité croissante face à l'immigration a suscité un événement tragique. A Elk, petite ville tranquille de Mazurie, un jeune Polonais qui n'en était pas à son premier méfait vole une boisson dans un kebab. Les responsables de l'établissement, tous maghrébins, le poursuivent dans la rue et le tuent à coups de couteau. La police arrête les assassins, mais la population ne se contente pas de cela et se rassemble dans les heures qui suivent pour saccager entièrement le kebab et l'appartement de son propriétaire. Sur les réseaux sociaux, on recense, en gros, autant d'avis critiques (*la vengeance populaire est injustifiable*) que

d'encouragements (*ces gens sont des sauvages, on est obligé d'user de violence face à ces gens qui ne comprennent que la violence*).

Au risque de passer – injustement – pour modéré, nous nous risquons à penser que la violence populaire, certes, incitera les immigrés à se tenir à carreau pendant un moment, mais que, malgré cet effet positif, elle ne constitue pas une solution *entièrement satisfaisante*. Les mouvements de foule peuvent partir d'un sentiment légitime, mais ils dégénèrent presque toujours en violence aveugle et injuste: les êtres humains portent tous en eux des germes de méchanceté et de perversité, et lorsque la violence se déchaîne, ceux qui sont en première ligne sont généralement ceux qui savent le moins bien maîtriser ces mauvais instincts. Il en résulte souvent des violences inutiles et dirigées contre de faux coupables. Et quand bien même elle serait dirigée avec un minimum d'intelligence et de justice, cette violence est incontestablement le signe d'une société malade.

Le rôle de la politique et des politiciens devrait précisément être de tout entreprendre pour éviter que surviennent des situations conflictuelles où les citoyens en arrivent à voir la violence – au sens propre ou figuré – comme la seule issue. Ainsi, les autorités des pays européens devraient veiller à ce que les immigrés qui s'installent soient des gens intégrables et intégrés, acceptables et acceptés, ne suscitant pas d'hostilité générale. A défaut, elles prennent le risque que les «indigènes» décident de faire justice eux-mêmes, comme en Pologne aujourd'hui, et peut-être comme chez nous dans un proche avenir et avec une violence encore plus grande. [*A l'heure actuelle, on voit des groupes de jeunes s'organiser pour empêcher le débarquement des migrants sur les côtes de la Méditerranée.*]

La population prend rarement des décisions intelligentes et mûrement réfléchies; elle se laisse très rapidement guider par de mauvais instincts. Pourtant, si elle voit ses autorités prendre de bonnes décisions – entendez des décisions qui donnent manifestement de bons résultats –, alors elle leur fait confiance et vaque à ses occupations sans se lancer dans des actions brouillonnes ou violentes pour redresser des gouvernails qu'elle voit flotter en tous sens.

Les autorités qui ne tiennent pas correctement le gouvernail sont responsables de ce que des citoyens inexpérimentés tentent de s'en emparer par la force.

Pollux

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Le fait que le PLR a refusé de soutenir le référendum contre le local d'injection accepté par le Conseil communal de Lausanne rend ce parti des plus suspicieux à nos yeux.» Dites: «Le fait que le PLR a refusé de soutenir le ré-

férendum contre le local d'injection accepté par le Conseil communal de Lausanne rend ce parti des plus suspects à nos yeux.»

Et cessons de voter pour ce prétendu parti de droite et de croire à son prétendu souci du bien commun.

Le pinailleur

Déstabiliser les masses

«Les principes sur lesquels s'appuie le monde civilisé n'existent pas pour l'homme moyen actuel. Les valeurs fondamentales de la culture ne l'intéressent pas; il ne leur est pas solidaire; il n'est nullement disposé à se mettre à leur service.»

José Ortega y Gasset: *La révolte des masses*, p.135.

Emmanuel Macron a voulu moraliser la vie politique de son pays. Mal lui en a pris! Cela fait plusieurs semaines après son élection à la tête de l'Etat que, quotidiennement, la presse, principalement audiovisuelle, nous abreuve de détails censés révéler la malhonnêteté de l'un de ses ministres, Richard Ferrand, sans qu'aucune inculpation ne vienne fonder de tels soupçons. Certes, une inculpation pourrait survenir d'un jour à l'autre. Mais tel n'est toujours pas le cas... Il y a, certes, ouverture d'une enquête préliminaire, mais la position du premier ministre est claire: sans mise en examen, il n'y a pas, objectivement, obligation de quitter le gouvernement. Cette position est parfaitement défendable. La presse ne se tait pas pour autant. Au contraire, elle s'acharne.

Je ne vais pas ici juger sur le fond, mais ce dont je suis absolument certain, c'est que le délit, s'il était avéré, n'est pas d'une gravité telle qu'il justifie, de la part des médias, un tel acharnement. On songe indubitablement, à propos de cette affaire, à la paille dans l'œil de la personne dénoncée et à la poutre dans ceux des dénonciateurs.

Car enfin, qu'y a-t-il de plus grave qu'un meurtre? L'avortement en est un. Entend-on la presse le répéter avec acharnement, et ce jusqu'à ce que sa critique de la décriminalisation de ce crime s'impose à l'attention du public et soit suivie d'effet? Non seulement elle s'est toujours tue sur le sujet, mais son silence est volontaire, obstiné.

Nous avons donc affaire non à des personnes soucieuses de moralité, mais à de parfaits hypocrites saisissant une occasion politique pour se poser en redresseurs de tort, et ceci est proprement insupportable.

Comment faire passer cette vérité? En usant à leur encontre du même procédé dont ils se servent à l'encontre du ministre Richard Ferrand: répéter indéfiniment et en toutes occasions que l'avortement est le meurtre d'un être humain innocent et sans défense, dont la décriminalisation ne s'explique que par la volonté perverse de justifier une liberté dénaturée, que ces hypocrites ne veulent à aucun prix reconnaître telle, et ceci en vertu d'un acharnement idéologique qui n'a rien à envier à ceux des pires Etats despotiques que l'Europe a connus au XX^e siècle.

Michel de Preux

Eglise dans notre temps

Vivement une Eglise modulable, où chacun viendra prendre ce qu'il veut, une Eglise à la rencontre des autres, qu'ils soient athées, déistes, musulmans, païens ou possédés par le démon.

En lisant le numéro 6 de *Réformés*, on a un peu l'impression que l'Eglise, dont les finances ne sont pas mirobolantes, vient de se faire racheter par des investisseurs chinois qui se demandent comment vendre le produit *Eglise*. On sent qu'ils cherchent comment mieux le présenter. On refait l'emballage. «Vivons l'Eglise hors de l'église», «Sortons du carcan traditionnel», «Innovons», telles sont les idées qui ressortent.

On ne sait pas à quoi ressemblera le nouvel emballage, mais qu'est-ce qu'on nous propose d'acheter, au fond? Nous pourrions imaginer l'air interdit de l'attaché de presse face à cette question: «Mince, on ne vend pas seulement une boîte, mais aussi du contenu?»

Une réunion de *brainstorming* arrivera à la conclusion qu'investir pour une foi profondément ancrée, durable et qui puisse se transmettre coûterait trop cher. En plus, les gens aiment consommer, alors il faut que l'objet se casse rapidement pour qu'on puisse en vendre un autre. Imaginez, si on pouvait le transmettre tel quel: plus de ventes. Quel intérêt? Donc, il faut multiplier les initiatives individuelles qui seraient vouées à être éphémères, donnant le besoin de toujours recommencer. Quel beau dynamisme quand même! Une machine bien huilée qui propose de nouveaux produits régulièrement, dont on pourra rapidement se lasser; une machine qui produira pour chaque groupe – les jeunes, les vieux, les sportifs, etc. –, mais nullement pour la communauté – tous les fidèles à la fois.

Quels pourraient être les slogans? Florilège de jeux de mots et d'imitations d'autres publicités ou slogans de propagande: «Une Eglise d'enfer», «I want you for Jesus Army», «Contre la crise de foi, ton Eglise», «Nouvelle Eglise tout en

un!», «EERV¹ et ça repart», «EERV répare, EERV remplace», «C'est beau l'Eglise, pour les grands et les petits», «EERV, parce que je le vaud bien».

Le seul slogan qu'ils oublieront sera sûrement «EERV, en avant les histoires», car le chef de la communication préférera certainement mettre de côté toutes les histoires que l'EERV a et aura probablement, vu la direction qui semble vouloir être prise.

Barberousse

¹ Au cas où vous ne le sauriez pas, EERV signifie Eglise évangélique réformée du canton de Vaud.

Fin de la démocratie parlementaire française

Au moment où ce numéro du *Pamphlet* sera mis en ligne, le deuxième tour des législatives en France aura scellé le sort des partis traditionnels: les socialistes et les républicains auront pratiquement disparu de l'Assemblée et les «marcheurs» du président auront vraisemblablement une majorité absolue, peut-être même sans l'apport des députés du *MoDem*.

Cette déroute sans précédent suscitera des rancœurs et il sera tentant de désigner des coupables. Du côté socialiste, c'est Hollande qui sera le plus souvent pointé du doigt, à cause de son bilan décevant, mais aussi Hamon et ses frondeurs, Valls le psychorigide ou Cambadélis l'amiral par beau temps. Chez les républicains, c'est Fillon qu'on pendra haut et court, pour s'être obstiné sans espoir après les révélations sur l'emploi (présumé) fictif de son épouse et ses costumes offerts.

On en voudra aussi aux abstentionnistes du premier tour.

Mais le mal (s'il s'agit vraiment d'un mal) est plus profond et la quasi-disparition des deux formations qui ont gouverné la France pendant cinquante ans marque la fin probable du système parlementaire français.

On observe d'abord que depuis la loi du 11 mars 1988 les partis politiques, comme les grands syndicats, sont presque entièrement financés par le contribuable, et non par leurs membres¹.

On adhère à un parti et on brigue un mandat électif pour les avantages matériels que ces choix impliquent plus que par conviction patriotique. Le personnel politique français était constitué dans son immense majorité – avant les dernières élections – de citoyens qui n'avaient jamais exercé un métier dans la société civile.

Sorti des grandes écoles et de l'ENA, le petit jeune homme devenait attaché parlementaire rétribué dans la suite d'un député ou d'un sénateur, puis conseiller dans l'équipe d'un sous-secrétaire d'Etat, puis vice-directeur de cabinet d'un ministre, avant d'être «remarqué» et placé dans une sinécure grassement rétribuée, bien entendu aux frais de l'Etat. S'il parvenait à se faire élire à l'Assemblée, c'était le jackpot²!

La déroute historique des partis traditionnels et la forte abstention du premier tour marque à mon avis un tournant dans la manière dont le peuple ressent la démocratie parlementaire. On ne s'y reconnaît plus. On n'y croit plus. Non seulement ces gens-là, qu'on envoie siéger à Paris, ne nous représentent pas mais ils ne nous comprennent pas et d'ailleurs certains d'entre eux, parachutés dans notre circonscription, ne nous connaissent même pas. Ils vont à la soupe et ils se goinfrent.

La vague macronienne est une ultime tentative de sauver le système. Puisque les partis ont échoué dans presque tous les domaines, essayons le parti unique. Plus de droite ou de gauche, on marche tous derrière le gourou qui a su nous rassembler. Mais il ne faudra pas attendre longtemps avant de constater qu'on ne marche pas tous au même rythme, du même pas, et peut-être même pas dans la même direction. Les disciples de Macron se sont contentés du slogan «Qu'importe où l'on va, marchons résolument», mais cet enthousiasme sera rapidement insuffisant. Les députés élus sous l'étiquette de la *République en marche* vont se scinder en chapelles, sensibilités, tendances, qui seront les clones des anciens partis.

A moins d'un coup d'Etat constitutionnel, Macron échouera, car n'est pas Napoléon Bonaparte qui veut, et même si le nouveau président a l'appui des banquiers et l'intention de gouverner par ordonnances et décrets, rien ne permet de supposer qu'il a le projet de nous jouer un nouveau 18 brumaire. Et c'est dommage !

Car la démocratie parlementaire a démontré ses limites, et même ses tares congénitales. Un régime fondé sur le gouvernement personnel et sur la participation de la société civile, des corps de métiers, des corporations et des différents lobbies qui œuvreraient à visage découvert serait sans nul doute infiniment préférable à la situation actuelle, où personne n'est responsable de rien, où l'Europe, berceau du christianisme, est submergée de migrants musulmans inassimilables, où les paysans ne peuvent vendre le produit de leurs efforts qu'au-dessous de son prix de revient, où les pauvres ne peuvent se permettre d'être malades et où de fieffés coquins sont régulièrement réélus maire, conseiller général ou député.

Ce qu'il faut à la France, c'est un roi, ou un **régent**, et des **Conseils** qui représentent les divers **intérêts** (professionnels, économiques, religieux, etc.),

mais pas des partis. Ce n'est pas l'Etat qui financerait ni ces Conseils ni les syndicats, mais ceux qui souhaitent se faire entendre du régent. Et celui-ci prendrait ses décisions, après avoir entendu ses Conseils, grâce à une synthèse des intérêts divergents sur un plan supérieur, par une décision souveraine. Mais je rêve!

Claude Paschoud

¹ Ces contributions sont réparties en deux fractions: la première récompense le parti en fonction des candidats ayant obtenu chacun au moins 1% des voix exprimées aux législatives dans au moins cinquante circonscriptions. En 2015, le parti socialiste avait obtenu un montant de 10'024'046,06 € soit 1,26 € par candidat. La deuxième fraction rétribue le parti pour le nombre d'élus: pour le parti socialiste en 2015: 14'859'882,69 € soit 37'525 € par élu, député ou sénateur. Ces montants sont acquis au parti et s'ajoutent à la rétribution de chaque parlementaire.

² Un député perçoit 7'185,60 € brut d'indemnité, à quoi s'ajoutent une indemnité de 5'840 € pour «frais de mandat» et une somme de 9'618 € pour la rétribution de ses attachés parlementaires. Son salaire personnel est donc de 13'025 € alors que le SMIC est à 1'480 € brut. S'y ajoutent l'attribution d'un bureau, d'un abonnement SNCF première classe, de la franchise d'affranchissement et de téléphone, et plusieurs autres avantages.

Assistance

L'association *Exit*, qui, jusqu'ici, se contentait d'apporter son «aide au suicide» à des malades incurables ou à des «patients souffrant de multiples pathologies invalidantes sans souffrir pour autant d'une maladie incurable», souhaite élargir son action aux «personnes âgées non atteintes d'une maladie grave, mais qui veulent mourir»¹.

Si on comprend bien, *Exit* veut ouvrir son activité bienfaitrice à toute personne âgée plus ou moins déprimée qui en ferait la demande.

Au fait, à partir de quel âge, de quel état physique ou mental, de quelle situation personnelle un individu peut-il être considéré comme un vieillard incapable de se suicider tout seul?

Jusqu'où ira *Exit* dans l'extension de son désir morbide d'«accompagner» des candidats au suicide?

Quelles mesures prendra l'association pour s'assurer que la volonté de se suicider n'est pas due à une déprime passagère? Que le futur suicidé n'a subi aucune pression d'aucune sorte?

On ne peut pas faire mourir des gens, même sur demande, parce qu'on les plaint. Il faut être conscient que supprimer volontairement une vie humaine, même si on ne tient pas soi-même la tasse de poison, est et restera un meurtre.

Le fait que notre époque tolère voire encourage ce genre de pratique ne change rien à l'affaire et porte même à craindre qu'on en vienne un jour à «suicider» des vieillards qui n'ont rien demandé, simplement parce qu'ils sont vieux et qu'ils coûtent cher.

De quel côté seront les âmes sensibles d'*Exit* ce jour-là?

M.P.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/17137398>.

Lettre ouverte aux dirigeants du G20, et aux autres

Des désaccords surgissent à propos du climat et vous n'écoutez pas, soumis que vous êtes à votre propre propagande climatique. Sauver la planète, se libérer des carburants fossiles, subventionner tous azimuts: tout cela serait impératif, urgent, adéquat, et bon pour l'économie.

Mais en fait qu'en savez-vous? Que valent ces promesses d'avenir radieux?

Votre base de décision est bien maigre: un aréopage d'experts soigneusement cooptés, mandaté par vos prédécesseurs pour mener une enquête uniquement à charge, vous répète que le climat va mal à cause des émissions de gaz à effet de serre. Bien qu'incapables de la démontrer, leur hypothèse est devenue toute une théorie qui, validée ni par les faits ni par la logique, n'est juste qu'un dogme. À Paris vous avez obéi à leur ordre de limiter un hypothétique réchauffement en dessous de 2 °C, valeur totalement tombée du ciel. Ils vous ont fait croire que plus de 95% des savants impliqués dans la recherche climatique étaient de cet avis. Peu vous importe ce gros mensonge, il semble vous être utile. Répétez souvent une fausse nouvelle, elle devient une vérité.

Pourquoi vous obstinez-vous à croire l'indémontrable?

Les mêmes modèles utilisés par les experts montrent que les mesures de restriction énergétique qui découleraient des engagements de vos pays n'auraient qu'un infime impact sur le climat, ou n'en ralentiraient l'évolution que de quelques années. Que sera le climat demain? Quel serait un «bon» climat? Personne n'en sait rien.

Pourquoi vous obstinez-vous vers l'inutile?

Faute de base scientifique solide, d'autres arguments sont invoqués, comme on l'a vu à la COP22 de Marrakech où à cette *causa climatica* furent amalgamés tous les maux attribués au développement: pollutions de tous genres, biodiversité, migrations, ressources agricoles et halieutiques, chômage, pauvreté. Vous savez pourtant bien que les problèmes ne se posent pas ainsi et ne se résolvent pas en les jetant dans le même panier.

Pourquoi vous obstinez-vous vers l'ingérable globalisé?

Vous êtes pourtant tous connus pour votre pragmatisme, votre aptitude à trouver des solutions là où dogmes et idéologies ne font que diviser. Pourtant vous insistez dans une aventure qui mobilisera bien des intelligences qui feraient pourtant mieux de s'occuper de questions plus importantes et urgentes. Or la ressource la plus précieuse sur Terre est justement l'intelligence, qu'il faut donc employer à meilleur escient.

Pourquoi vous obstinez vous à galvauder ces ressources dans un but si équivoque?

Les citoyens qui vous font confiance ont droit à plus d'ouverture d'esprit de votre part, plus de souci de l'intérêt général que de celui d'industriels restant non compétitifs sans aide étatique, plus de bon sens que d'idéologie écologiste, plus de science que de dépravation de la science.

Soutenir une cause monstrueusement futile est digne des temps où les dogmes causèrent tant de dégâts humains. Saurez-vous revenir à la raison?

Michel de Rougemont

Source: <http://blog.mr-int.ch/?p=4087>.

Bricoles

Choc culturel

Dans le but de «créer un choc culturel», l'association de véganes *269Life Libération Animale* – quel joli nom! – se lance dans l'action musclée.

A la mi-mai, des militants de ce pacifique mouvement sont entrés en force dans le MacDonald's de la rue Saint-Laurent à Lausanne, armés de pancartes dénonçant l'exploitation animale à des fins alimentaires. Ils ont répandu du faux sang sur le sol de l'établissement et il a fallu, paraît-il, l'intervention de douze policiers pour les expulser. Une jeune fille aurait été blessée¹.

Ces aimables intégristes du tout au légume estiment, nous dit-on, que «le temps des gentilles manifestations est révolu». Faut-il s'attendre à des actes terroristes?

Que diraient donc ces gens si des amateurs de steaks tartares débarquaient dans leurs restaurants spécialisés, déversaient sur le sol des seaux de fausse crème et les empêchaient de manger en brandissant sous leur nez des pancartes dénonçant les méfaits de leur régime sur leur santé?

Il y a vraiment des coups de pied au fondement qui se perdent!

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Des-activistes-veganes-attaquent-un-McDonald-s-19091166>.

Encore des enquiquineurs

Les véganes ne sont pas les seuls à vouloir nous pourrir la vie. Des «politiciens sensibles à la problématique de l'environnement» veulent sévir contre les affreux inconscients qui, en nombre croissant, se permettent d'aller passer deux ou trois jours à quelques centaines de kilomètres de chez eux, grâce aux tarifs très bas pratiqués par diverses compagnies aériennes – certains Suisses particulièrement pervers s'envolent même chaque week-end, vous vous rendez compte?!?

Les conseillers nationaux socialistes zuricois Thomas Hardegger et Priska Seiler Graf, notamment, veulent faire voyager tous ces amateurs d'escapades en train. «(...) Pour un voyage de 500 km, on pourrait très bien prendre le train», s'écrie Mme Seiler Graf.¹

Cette dame ne doit pas partir souvent en week-end...

Vous en serez tout surpris, mais notre Priska socialiste a été visitée par une idée particulièrement originale: on pourrait prélever une taxe sur les billets d'avion bon marché. On s'en veut vraiment de ne pas y avoir pensé!

En plus, bien entendu, il faut sensibiliser un public forcément imbécile aux conséquences des vols court-courriers sur l'environnement.

On savait depuis longtemps que les socialistes ne se souciaient plus du bien-être du peuple. Il nous restait à apprendre qu'ils se préoccupent avant tout de lui empoisonner l'existence.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/30665611>.

Bonne nouvelle

La démission du conseiller fédéral Didier Burkhalter est considérée comme une mauvaise nouvelle par le Nouveau Mouvement européen Suisse (Nomes), qui rêve d'une intégration de notre pays à l'Union européenne. Le socialiste François Cherix, co-président du mouvement, s'en est abondamment lamenté dans la presse. Il a notamment pointé du doigt la Suisse qui s'assoupit et s'isole alors que l'Europe se réveille – nous ne devons pas vivre dans la même Europe!

Si, comme le donne à penser le gros chagrin de M. Cherix, Didier Burkhalter partage les aspirations du Nomes, alors que deux tiers des Suisses n'en veulent pas, le départ du chef du Département des affaires étrangères est une excellente nouvelle.

Contradiction

Le Conseil fédéral soutient une motion parlementaire demandant le rétablissement de la vente d'alcool sur les aires d'autoroute. Il semblerait que le droit en vigueur soit contraire à la liberté de concurrence¹.

Pourquoi pas?

Mais alors, pourquoi avoir introduit cette mesure en 1964 et en avoir refusé les précédentes tentatives d'abolition? La liberté de concurrence n'existait-elle pas avant l'année 2017?

Il est désagréable de vivre sous la férule d'autorités incohérentes et dont on peut craindre qu'elles ne sachent pas résister à certaines pressions.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/13123664>.

M.P.

Remerciements et pause estivale

Comme toute la «petite» presse, le *Pamphlet* ne peut survivre que par les encouragements sonnants et trébuchants de ses lecteurs.

Nous tenons donc à remercier chaleureusement tous les amis de notre journal qui nous ont fait un don au cours des mois, nous manifestant ainsi leur approbation et leur désir de nous voir continuer.

Nous leur souhaitons, ainsi qu'à nos autres lecteurs, un été ensoleillé et réparateur.

Comme chaque année, la parution du *Pamphlet* sera suspendue en juillet et août.

Au plaisir de vous retrouver dans le courant du mois de septembre.

Réd.

Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne
Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud
ISSN 1013-5057